

Le saut dans l'inconnu du Brexit dans sa phase opérationnelle

L'annonce par easyJet le 14 juillet de la délocalisation (partielle) de son siège social et opérationnel à Vienne en Autriche est le signe de l'entrée du Brexit dans sa phase d'exécution. On sort un peu du romantisme du nationalisme anglais symbolisé par la fameuse formule du Times dans les années 30 un jour de brouillard sur la Manche « le Continent est isolé ». La sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne a des conséquences économiques qui commencent à être appréhendées et lance une nouvelle concurrence – avec une gestion à définir par les diverses autorités politiques et administrative. Le saut dans l'inconnu, c'est maintenant pourrait-on résumer en quelque sorte.

Après avoir profité de la dévaluation, le Royaume-Uni en panne de dynamisme

Les marchés financiers donnent une idée du tournant de la croissance britannique. L'indice FTSE, qui ne reflète qu'imparfaitement les entreprises du pays, affiche la performance la plus faible des grandes Bourses depuis le début de l'année. La progression de 3,3 % est largement en trompe l'œil puisqu'elle est ramenée à zéro

en euro par la baisse de la livre sterling. Si on prend du recul, la devise affiche un recul de 5 % en un an et de plus de 13 % depuis le 23 juin 2016, jour du référendum.

La dévaluation a été la première conséquence du vote de ce 23 juin. Elle a produit ses effets positifs sur la compétitivité des entreprises de façon assez rapide. L'économie britannique a en quelque sorte touché les dividendes du Brexit à venir avant que les effets négatifs ne se manifestent. L'effet retard a joué à plein et les affaires ont en quelque sorte continué au lendemain du scrutin, en bénéficiant d'un coup de fouet.

On commence à y être. Le modèle du Royaume-Uni dans l'UE était basé sur un certain dumping fiscal et social, en profitant de l'accès aux marchés internes et externes assuré par l'Union Européenne. Il avait comme grand moteur (un peu en conséquence) l'importation de capitaux et de main d'œuvre très qualifiée.

L'investissement étranger commence seulement à se réduire, mais les données d'investissement global montrent une réelle inflexion à la fin du premier semestre. Les prix de l'immobilier – qui ont stagné en livres pour la première fois depuis 2012 – sont un signe de cette désaffection. Par ailleurs, le stock de 3,6 millions de citoyens européens travaillant en Grande Bretagne (le tiers dans le grand Londres) a tendance à s'effriter.

Tant l'investissement que le marché du travail traduisent finalement les inquiétudes vis à vis de l'évolution à venir. Les données économiques ont commencé à tourner seulement cette année, après un score de croissance de 2 % en 2016, le meilleur des pays du G7. Après le chiffre de 0,2 % au premier trimestre, l'année devrait se terminer sur une progression trimestrielle moyenne de l'ordre de 0,3 %, pour un solde de 1,5 % pour l'ensemble de 2017. Elles sont surtout sur une tendance médiocre. L'activité est actuellement portée par une diminution du taux d'épargne et un transfert vers la consommation. Il est difficile d'espérer plus de 1 % de croissance en 2018.

Ce n'est pas la situation instantanée qui inquiète, mais son dynamisme qui est aussi ralenti par une inflation estimée autour de 2,5 % cette année et l'année prochaine.

Une négociation de sortie qui exacerbe la politique des égoïsmes des membres de l'UE

Ce bilan ne peut pas vraiment surprendre et on peut même estimer qu'il est meilleur que ce qu'on imaginait il y a un an. Mais la règle du jeu n'est pas fixée : les négociations politiques n'avancent pas. La grande question n'est pas la facture de la rupture, mais les contours du nouvel accord d'échanges entre le Royaume-Uni et les pays de l'Union qui sera mis en œuvre lors de la sortie effective.

Dans cette négociation, les deux parties ont leur faiblesse. Les pays du continent n'ont pas encore défini de position claire entre ce qu'on a résumé de Soft et de Hard Brexit. Cette position apparaît très dépendante des termes de la relance européenne que M. Macron a annoncé en accord avec Mme Merkel. Les Britanniques ne sont pas dans une posture meilleure au contraire, à la suite d'élections qui n'ont pas donné de majorité absolue au parti conservateur.

On ne doit pas se bercer de façon excessive par le côté « drôle de guerre » de la négociation. Il est difficile de concevoir qu'on puisse revenir en arrière et finalement fermer le dossier Brexit en retrouvant les règles précédentes. En tout état de cause, le calendrier est assez contraint. Au 14 mars 2019, soit les conditions nouvelles de partenariat sont définies et adoptées des deux côtés, soit les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce s'appliquent, soit l'unanimité des membres de l'Union Européenne repousse le Brexit à une nouvelle date. Soit les règles de base de l'Organisation Mondiale du Commerce s'appliqueront. Repousser ne sera pas simple car l'unanimité ne sera pas facile à trouver. Il faut aussi prendre en compte les élections au Parlement qui se tiendront fin mai 2019 : on ne peut pas imaginer que les ressortissants britanniques soient appelés à élire des députés en amont de la sortie de l'Union.

Le Brexit est lancé, on doit le prendre en compte aujourd'hui. Derrière les conditions de sortie et de nouvelles règles, on retrouve la grande faiblesse de l'Europe : la gestion reposant sur les égoïsmes nationaux. Plus que défendre les citoyens européens, les négociateurs cherchent à trouver dans l'accord de sortie de la Grande Bretagne des avantages pour leur propre pays. Dans ce cadre, la compétition pour attirer les entreprises qui vont se délocaliser n'est pas le seul défi, mais il est crucial. La France – et singulièrement Paris pour la finance – bénéficie de la meilleure attractivité. Reste à transformer les slogans – en particulier présidentiels – en actions concrètes. Les questions fiscales pour les entreprises et les personnes physiques (pas seulement les arrivants évidemment) vont être centrales et sur ce point, on voit mal la chasse aux implantations se combiner avec un matraquage fiscal : il va falloir choisir. Paris va devoir aussi unir des initiatives nationales, régionales, municipales et d'organisations professionnelles pour afficher et défendre ses ambitions. On n'en est pas (encore ?) là.